

Pas de majorité pour les exigences de droite visant des finances saines

Berne, le 6 mai 2015

Communiqué de presse

Pas de majorité pour les exigences de droite visant des finances saines

Rétrospective de la session spéciale 2015

Le groupe parlementaire libéral-radical s'est battu pour défendre les exigences des délégués concernant le programme de consolidation et de réexamen des tâches de la Confédération (CRT) et éviter que l'Etat ne croisse aux dépens de l'économie. Il s'est également impliqué dans le projet des lanceurs d'alerte pour un langage législatif compréhensible. Finalement, le groupe PLR garde l'innovation au centre de ses préoccupations et a déposé une interpellation à propos des voitures autonomes sur les routes suisses.

Programme de consolidation et de réexamen des tâches de la Confédération

Le groupe PLR voulait profiter de la chance du CRT pour faire le travail correctement et mettre en œuvre les exigences de l'assemblée des délégués de Lugano fin janvier : « Les dépenses publiques doivent être gelées jusqu'à nouvel ordre au niveau de l'exercice fiscal 2014. La Confédération ne doit plus créer de nouveaux postes, sauf dans le secteur de l'éducation ou lorsque ces postes contribuent directement à la création de valeur économique. » Pour donner au Conseil fédéral la possibilité le plus tôt possible de fournir les décisions de politique financière en conséquence, le groupe a déposé une proposition concernant le CRT, à savoir de limiter les dépenses ordinaires pour 2016 à 64 milliards. Bien que ces exigences correspondent également à l'alliance de droite, aucune majorité n'a été trouvée au Conseil national. Le groupe PLR continuera de s'engager pour des finances saines !

Le projet pour les lanceurs d'alerte est trop compliqué

Le Conseil fédéral devrait se pencher une nouvelle fois sur le projet de loi sur les lanceurs d'alerte, telle a été la proposition du groupe libéral-radical que le Conseil national a suivi. Il est nécessaire d'avoir des règles claires qui déterminent les conditions, à savoir quand les dysfonctionnements au sein du milieu professionnel peuvent être rendus publics. La loi qui vise à protéger les personnes qui signalent des irrégularités constatées sur le lieu de travail, plus communément appelé lanceurs d'alertes, est beaucoup trop compliquée. Même si le fonds du projet est correct, la nouvelle proposition doit être formulée de manière compréhensible et formulée plus simplement.

Innovation

Déjà quatre Etats américains ont autorisé les voitures autonomes sur leur réseau routier. Mais jusqu'à présent la Suisse a eu du mal à donner plus d'élan à l'innovation et à éliminer les barrières qui subsistent aux nouvelles technologies. Pour le PLR, il est essentiel que les technologies du futur soient développées en Suisse et non à l'étranger. Nos lois ne doivent pas entraver cela. Plus de 90% des accidents de la route sont dus à des erreurs humaines. Et seulement 10% à des dysfonctionnements techniques. Les voitures autonomes pourraient donc contribuer à une meilleure sécurité routière. C'est pourquoi le PLR souhaite savoir, si et comment le Conseil fédéral souhaite ouvrir la voie à cette technologie de pointe.

Pas de majorité pour les exigences de droite visant des finances saines

Liberté, Cohésion et Innovation – **par amour de la Suisse.**

Contacts:

- › Gabi Huber, Présidente du groupe Libéral-radical, 076 331 86 88
 - › Ignazio Cassis, vice-président du groupe Libéral-radical, 079 318 20 30
 - › Georg Därendinger, chef de la communication, 079 590 98 77
 - › Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48
-